



Semaine du 23 février au 1^{er} mars 2009 n° **248**

Sommaire

- **Libération** : grève de la faim d'un journaliste contre son licenciement
- **Enseignants-chercheurs, étudiants** : toujours très mobilisés contre la réforme Péresse
- **Sondage** : pour 2/3 des Français, les suppressions de postes affaiblissent l'Éducation
- **Hôpitaux** : huit organisations appellent à la mobilisation le 5 mars
- **Éducation** : 2 000 personnes dans la rue à Lille
- **Démographie médicale** : chute attendue de près de 10 % du nombre de médecins d'ici 2019
- **Roanne** : avocats en grève contre la fermeture du Tribunal des Affaires de Sécurité sociale

Édito

Après le « sommet social », une mobilisation plus forte s'impose

À la sortie du « sommet social » du 18 février à l'Élysée, ce n'est pas un sentiment de déception qui domine les commentaires syndicaux, mais bien celui d'une colère renforcée. Depuis la mobilisation du 29 janvier qui a rassemblé 2,5 millions de personnes dans les rues, rien dans les conversations préparatoires avec les ministres, rien non plus dans les interventions du chef de l'État ne laissait planer de doute sur la consistance des annonces. « Si la force de la mobilisation du 29 janvier a contraint le président de la République à de premières annonces sociales, elle n'a pas encore permis d'obtenir l'inflexion demandée sur les politiques d'emploi, de salaires, de contrôle des aides publiques et de justice sociale indispensables pour sortir de la crise », analyse la CGT au lendemain de la rencontre. Nicolas Sarkozy s'est livré à un grand coup de communication à 2,6 milliards d'euros en distribuant primes par-ci, réduction par-là. « Il distille un certain nombre de mesures temporaires, émiétées et de faible portée qui relèvent plus d'un faible accompagnement social de la crise que d'une politique permettant de la surmonter », relève la Confédération. Mais sur le fond de sa politique, il ne change rien. Mieux, il confirme que grâce à lui la France s'en sort moins

mal que les autres et qu'elle serait rentrée en récession plus tard. Il faut donc continuer à réformer, fut-ce contre l'avis de tous. Il persiste à ne pas remplacer les fonctionnaires qui partent en retraite, il persiste à ne pas relancer la machine économique par la consommation en augmentant le Smic. Évidemment, pour les populations concernées par telle ou telle mesure, on ne pourra pas dire que rien n'est fait, mais si l'on croise ces annonces qui font appel à des mécanismes fiscaux avec d'autres décisions telle que la suppression de la taxe professionnelle, on peut craindre un transfert massif de charges sur les ménages par la fiscalité locale ou par les indirects. Et puis il faut redouter aussi une amplification des difficultés budgétaires pour les services publics privés de ressources. Rien dans ces annonces ne vient changer les mécanismes qui ont conduit à cette crise systémique. Quant au nouveau partage des profits, le chef de l'État renvoie à des discussions entre patronat et syndicats et Laurence Parisot a déjà prévenu qu'il ne saurait être question de revenir en quoi que ce soit sur les principes de la propriété. Priorité aux actionnaires, décidément seuls créateurs de richesse... On voit où cela nous mène. Après le 18 février, il y a tout de même une raison de se réjouir. L'unité syndicale que l'on croyait à la merci des annonces présidentielles tient bon. Les syndicats se voient lundi 23 février pour définir les modalités de la prochaine mobilisation qu'ils ont déjà fixée au 19 mars prochain. C'est historique et cela tombe au moment où l'exécutif est au plus bas dans les sondages. Non pas sur son style, mais sur le fond de sa politique. Nicolas Sarkozy n'a pas convaincu mercredi soir. C'est vrai pour les organisations syndicales déçues et plus que jamais mobilisées pour le 19 mars. Mais c'est aussi vrai pour six Français sur dix à en croire un sondage CSA dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France* daté de vendredi 20 février. Ils sont encore plus nombreux (62 %) à soutenir et avoir de la sympathie pour la journée de mobilisation sociale du 19 mars. Nous avons un peu moins d'un mois pour préparer ce grand rendez-vous social et faire en sorte que plus d'ingénieurs, cadres et techniciens s'en saisissent pour défendre leurs revendications en matière d'emploi, de salaire, de reconnaissance des qualifications.



Libération

Grève de la faim d'une journaliste contre son licenciement



La direction de *Libération* s'était engagée, dans le cadre d'un nouveau plan d'économies (8 à 9 suppressions de postes sont envisagées en 2009), à ne procéder à aucun départ contraint. En licenciant Florence Cousin, secrétaire de rédaction depuis quelques mois, elle vient de bafouer ses promesses. Salariée à *Libération* depuis 25 ans, c'est aussi une ex-élue au comité d'entreprise dont la protection vient d'arriver à son terme. Ex-ouvrière du Livre, elle a été reclassée en rédaction après avoir suivi

une courte formation de 9 jours et elle est aujourd'hui licenciée pour de prétendues incompétences. En entamant une grève de la faim, Florence Cousin crie son refus d'être ainsi sanctionnée, crie sa volonté d'exercer son métier dignement et exige les moyens d'être réellement formée. Le SNJ-CGT appelle, dans un communiqué, « les journalistes et salariés de *Libération* à la soutenir dans son combat, il appelle la direction de *Libération* à respecter ses engagements et à donner à Florence Cousin tous les moyens d'exercer son métier, en lui assurant une formation qualifiante dans une école reconnue par la profession. Les négociations doivent se poursuivre. » La direction de *Libération* a demandé jeudi à Florence Cousin, de « quitter les locaux » du journal.

Enseignants-chercheurs, étudiants

Toujours très mobilisés contre la réforme Pécresse

À l'appel d'une large intersyndicale (FSU, CGT, FO, Solidaires, Sauvons l'Université, Sauvons la Recherche, Unef) rejointe par l'Unsa-Éducation et AutonomeSup, enseignants-chercheurs, étudiants, mais aussi professeurs des écoles ont manifesté le 19 février dans une vingtaine de grandes villes de France contre les réformes dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Ils exigent le retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs, le retrait de celle de la formation des enseignants, le rétablissement des postes supprimés dans le supérieur et le refus du démantèlement des grands organismes de recherche.

« À quoi joue Valérie Pécresse aujourd'hui ? Elle est enfermée dans un silence coupable », a demandé le président de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF) Jean-Baptiste Prévost, présent dans le cortège.

« La stratégie consistant à jouer la montre et le pourrissement ne peut qu'exacerber les tensions. On va vers des actions plus fortes et un élargissement des revendications », a-t-il prévenu.



Valérie Pécresse a affirmé le même jour au Sénat que la médiatrice sur le statut des enseignants-chercheurs, nommée pour « lever tous les malentendus dans la communauté universitaire », lui proposerait « un nouveau texte dans les semaines qui viennent ». Cette troisième journée nationale de manifestations depuis le 5 février avait lieu alors que plusieurs universités, essentiellement en province, sont en période de vacances d'hiver.

La Conférence des Présidents d'Universités (CPU), réunie à Paris, a demandé jeudi au gouvernement de « rétablir » les 450 emplois supprimés dans les universités au titre du budget 2009 et de s'engager à ne pas en supprimer jusqu'en 2012, conditions nécessaires à une « sortie de crise ».

Les personnels de la recherche - scientifiques, ingénieurs, techniciens - veulent aller à l'Élysée à la mi-mars. Un rendez-vous qu'ils fixent au président de la République pour lui porter un message élaboré dans des « Assemblées générales de laboratoires » appelées à élire des « délégués » pour un « rassemblement national ».

Sondage

Pour 2/3 des Français, les suppressions de postes affaiblissent l'Éducation



Près de deux Français sur trois (63 %) estiment que les suppressions de postes annoncées dans l'Éducation nationale « affaiblissent le système éducatif », selon un sondage Ifop pour le mensuel *Acteurs Publics* rendu public jeudi.

68 % récusent l'argument du gouvernement selon lequel ces suppressions permettraient de « dégager des fonds pour améliorer la rémunération et les conditions de travail des enseignants ».

Hôpitaux

Huit organisations appellent à la mobilisation le 5 mars

Très représentés dans les cortèges du 29 janvier, les personnels hospitaliers sont très remontés contre le projet de loi « *Hôpital, patients, santé, territoires* » de Roseline Bachelot. Les fédérations hospitalières de la CGT, Force Ouvrière, la CGC, Sud et la CFTC, l'Association des Médecins Urgentistes de France (AMUF), la Confédération des praticiens hospitaliers et l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers battent le rappel « *pour défendre l'hôpital public* ».

Une manifestation est prévue à Paris ainsi que de nombreux rassemblements dans les régions et les départements.

Pour Nadine Prigent, la secrétaire générale de la fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale, « *la logique du projet de loi n'a pas évolué : c'est un gros danger pour l'hôpital public. [...] Il contient tous les outils pour continuer les restructurations et transformer l'hôpital public en entreprise privée* ».



Éducation

2 000 personnes dans la rue à Lille

2 000 personnes (enseignants-chercheurs, professeurs, étudiants, parents d'élèves, lycéens et syndicalistes) ont manifesté lundi après-midi à Lille à l'appel d'une intersyndicale (CGT, FSU, SNETAA-EIL, Sud Éducation et CNT).

Ils protestaient contre les 639 suppressions de postes prévues dans l'enseignement du premier et second degré de l'Académie de Lille.

Démographie médicale

Chute attendue de près de 10 % du nombre de médecins d'ici 2019

Le nombre de médecins installés en France devrait chuter de près de 10 % d'ici 2019, à seulement 188 000, avant de retrouver quasiment son niveau d'aujourd'hui en 2030, selon le scénario le plus probable d'une étude statistique du gouvernement (Drees) publiée vendredi. La publication de l'étude, initialement prévue en début de semaine a été retardée par les statisticiens qui protestent contre le projet du gouvernement de délocaliser certains services statistiques à Metz pour compenser l'effet sur l'emploi régional des fermetures de casernes.

L'étude prévoit que l'hexagone souffrira toujours en 2030 de fortes disparités régionales, même si ce ne seront plus les mêmes. Plutôt bien dotées actuellement, le Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées pourraient ainsi devenir des « déserts médicaux ». Le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la Basse-Normandie et les Pays de la Loire, actuellement sous-médicalisées, verraient leur situation se rapprocher de la moyenne, tandis que le Poitou-Charentes, le Limousin et l'Aquitaine passeraient d'une sous-population médicale à une situation bien meilleure que la moyenne.



Roanne

Avocats en grève contre la fermeture du Tribunal des Affaires de Sécurité sociale

Les 41 avocats du barreau de Roanne ont entamé vendredi leur deuxième semaine de grève totale pour protester contre la menace de suppression du Tribunal des Affaires de Sécurité sociale (TASS) de la ville.

Ils n'assurent ni les audiences ni les permanences pénales et protestent contre une note du ministère de la Justice les informant du projet de suppression des 44 TASS de France traitant moins de 550 dossiers par an.